

HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN

Agissons pour le respect du droit international

Dans la nuit du 17 au 18 juillet Israël a déclenché une initiative armée terrestre contre Gaza. Dans ces circonstances dramatiques, plus que jamais, le PCF appelle les femmes et les hommes de France épris de paix et de justice à se rassembler partout en France aux initiatives du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens. A écrire, mailer, faxer, inonder le ministère des affaires étrangères, le président de la République pour leur demander d'agir pour un cessez-le-feu et pour l'application du droit international

La disparition et l'assassinat sauvage de 3 jeunes des colonies israéliennes en juin a donné lieu à un déferlement de violences de l'armée israélienne dans les territoires palestiniens de Jérusalem-Est, Cisjordanie et Gaza. Le gouvernement de Netanyahu a appelé à un déchaînement de haine ce qui a encouragé les assassins du jeune Mohamad Abou Kheir, enlevé, torturé et brûlé vif à Jérusalem-Est par des fanatiques. Le premier ministre israélien a déclenché l'opération « barrière de protection » qui est une véritable action punitive contre tout le peuple palestinien. **Prétendant combattre le Hamas auquel il fournit un prétexte pour verser dans la violence, Israël mène en réalité la guerre au peuple palestinien tout entier.** Le but réel du gouvernement israélien est de briser l'unité palestinienne retrouvée.

Nous sommes affligés par la manière dont la voix de la France a été portée par François Hollande au plus fort des bombardements israéliens sur Gaza, faisant à ce jour plus de 231 civils tués et 1600 blessés palestiniens. **Les déclarations du chef de l'État ont d'abord été explicitement pro-israéliennes, puis marginalement « neutres » renvoyant à tort chacun dos à dos. Elles sont surtout totalement vides d'initiative politique pour contribuer à une solution pacifique.**

Cette stratégie meurtrière d'Israël vise à délégitimer l'Autorité palestinienne et affaiblir le nouveau gouvernement mis en place le 2 juin. Rien ne justifie le déluge de violence de l'armée israélienne qui s'est abattue sur la population civile prise au piège par le blocus à Gaza, mais aussi sur les habitants de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. **Le gouvernement Netanyahu doit répondre de ses actes devant la communauté internationale laquelle doit impérativement ouvrir la voie à de vraies négociations.**

La diplomatie française ne peut continuer cette « politique du laisser faire ». **La solution est connue : deux peuples-deux États souverains, dans les frontières de 1967, Jérusalem-Est pour capitale de l'État palestinienne et le respect scrupuleux de toutes les résolutions de l'ONU.**

Seules des sanctions, comme la suspension des accords d'association entre l'Union européenne et Israël peuvent efficacement contraindre Benyamin Netanyahu à renoncer à la poursuite de la colonisation et engager son pays dans des accords de paix durables.

La reconnaissance par la France de l'État palestinien et l'appui à l'initiative politique de l'autorité palestinienne dans son effort d'entente nationale mettraient à mal l'impunité dont jouit depuis trop longtemps le gouvernement israélien. C'est avec cet objectif que la diplomatie française doit agir. Car tant que cette impunité durera, tant que l'humiliation et la violence dont les Palestiniens sont la cible dureront, les partisans palestiniens et israéliens de la paix seront fragilisés.

En France, les usages malsains, intolérants et racistes organisés par certains groupes extrémistes n'ont pas leur place dans le soutien au peuple palestinien. Ils ne peuvent pas non plus servir de prétexte pour étouffer la voix de la France solidaire et pacifiste.



Le mauvais prétexte de l'agression israélienne !

Patrick Le Hyaric – député européen - 17 juillet 2014

Coincidence prémonitoire, ou scénario prévu depuis un moment ? Bien avant l'horrible assassinat de trois jeunes enfants de colons Israéliens près de Hébron, le chef des services secrets Israéliens (Le Mossad) déclarait publiquement que la plus grande menace pesant sur Israël n'est pas le nucléaire Iranien mais la poursuite du conflit avec les Palestiniens. Cette affirmation était à l'opposé de tout ce que disaient les autorités Israéliennes depuis très longtemps. De fait, le gouvernement de la droite extrême à Tel-Aviv est depuis quelques semaines à la croisée des chemins. Il lui devenait de plus en plus difficile de continuer de refuser le dialogue et des engagements pour la sécurité, la paix et l'application du droit international. L'intolérable assassinat des trois adolescents lui fournit le prétexte qu'il recherchait.

Quelle est en effet l'arrière scène de l'actuelle situation ? La mission dite « Kerry », du nom du secrétaire d'état nord-américain, s'est achevée dans l'impasse. Durant les six mois qu'elle a duré, les dirigeants israéliens ont tout juste accepté la libération de trois petits contingents de prisonniers palestiniens, tout en accélérant l'occupation et la colonisation, en continuant de procéder à des arrestations d'enfants, de femmes, de travailleurs, de militants politiques et en bombardant régulièrement Gaza sans que les médias et les dirigeants occidentaux n'en disent mot. Pour l'avoir vu de mes yeux, cela fait des mois que se multiplient à l'endroit des Palestiniens les vexations, les humiliations venues de colons qui se croient tout permis et alors que la vie des populations se précarise toujours plus. Les terres et l'eau sont sans cesse volées, les champs d'oliviers arrachés ou rendus inaccessibles aux paysans, dans l'incapacité de récolter les fruits de leur travail. La vallée du Jourdain est placée sous occupation et les Bédouins sont chassés de leurs villages.

Oser parler de symétrie injurie le sens commun ! Il y a à –bas un pays occupé : la Palestine. Il y a un occupant : l'Etat d'Israël. De son côté, le président Palestinien a saisi toutes les occasions possibles de dialogue jusqu'à se rendre au Vatican en compagnie de S. Pérez. Surtout, il a réussi ces dernières semaines la réconciliation palestinienne qu'on lui demandait à cor et à cri notamment à Tel-Aviv. Il a donc constitué un gouvernement d'unité nationale dans le but de préparer les élections présidentielles et législatives. Voici maintenant que le gouvernement israélien le lui reproche alors que c'est le Hamas qui s'est rallié à la politique du Fatah et non l'inverse. Contrairement à leurs engagements, les autorités de Tel-Aviv ont commencé par refuser de libérer le quatrième contingent des prisonniers de la période des discussions d'Oslo. En fait, depuis au moins six ans, tout n'est que prétexte pour justifier le refus du dialogue constructif, la violation du droit international et des multiples résolutions de l'ONU, alors que l'occupation et la colonisation massive étaient accélérées. Pour encore

dégrader la situation, la direction Israélienne somrait les Palestiniens de reconnaître Israël comme Etat juif. Façon d'obliger les arabes à fuir au fur et à mesure des progrès de la colonisation. Tout ceci s'est fait en agitant le chiffon rouge d'un Iran nucléarisé, avec l'aide des puissances occidentales, alors que le monde arabe entrait dans une période « d'évolutions-ébullitions » aux aspects souvent contradictoires. Telles sont les véritables motivations de l'actuelle agression policière et militaire des faucons de Tel-Aviv contre les populations de Gaza et de Cisjordanie. Ceux qui s'évertuent à présenter l'opération dite « Haie de protection » comme une guerre contre le Hamas trompent sciemment leur monde. Le Hamas a maintes fois répété qu'il n'est pour rien dans le rapt et l'assassinat des trois adolescents israéliens. Le gouvernement Israélien, qui s'évertue à fabriquer des groupes toujours plus « radicaux » et violents, le sait parfaitement. Il utilise ce lâche crime comme prétexte à l'agression criminelle contre la population de Gaza enfermée dans une enclave avec un mur et des chars d'un côté, et la mer de l'autre. C'est parce qu'elles ne veulent pas d'un Etat palestinien que les droites israéliennes tentent d'empêcher le processus démocratique dans lequel s'engagent les Palestiniens, avec la perspective des élections présidentielles et législatives. Pour la même raison, elles refusent de libérer M. Barghouti. C'est insupportable ! Toutes les chancelleries savent que l'objectif des dirigeants israéliens est d'empêcher la création d'un Etat palestinien et d'occuper toujours davantage son territoire. Pourquoi alors prétendent elles l'ignorer sinon pour gagner du temps en faveur des dominateurs, des agresseurs, des colonisateurs. Aucun peuple n'a été et n'est traité de cette façon. Assez d'hypocrisie maintenant ! Assez de faux semblant ! Assez de manœuvres dilatoires ! Assez de complicités ! Assez de cette impunité de l'occupation et de la violation constante du droit international ! La société israélienne, elle aussi, a tout à perdre à cette politique de haine et de violences. Tout comme le peuple palestinien, elle a intérêt à ce que la mobilisation et la solidarité internationales se fassent entendre avec force pour un cessez le feu.

La Palestine a besoin d'une protection internationale. Son peuple doit se doter d'un Etat. Ceci suppose de reconnaître le gouvernement d'unité nationale et de libérer tous les prisonniers politiques, de soutenir les initiatives palestiniennes auprès de toutes les agences de L'ONU. Il est de la responsabilité des Etats-Unis et de L'Union Européenne de sortir de leurs silences et de s'engager clairement en faveur de la sécurité, de la paix et du droit. L'organisation des Nations Unis a déclaré 2014 année de solidarité avec le peuple Palestinien. Il ne faut pas que ce soit des mots creux camouflant son écrasement !